
SINGAPOUR – GAC Plénière 6
Dimanche 23 mars 2014 – 10 :30 à 12 :00
ICANN – Singapour, Singapour

>> S'il vous plait, veuillez reprendre vos places. Nous allons commencer sous peu. Je demande aux représentants du GAC de bien vouloir revenir à leurs places. Merci beaucoup.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Bonjour à tous. Je vous demande de reprendre vos places, Merci.

Bonjour encore une fois. Je veux mentionner quelques points avant de passer à notre discussion sur l'annonce de la NTIA.

Nous allons parler des panels de stratégie de l'ICANN et de leurs rapports respectifs. Veuillez garder à l'esprit qu'il y aura des séances demain pour discuter de ces questions. Ceux qui travaillent dans les panels de stratégie souhaitent entendre l'opinion de nos collègues du GAC sur les rapports et les questions qui y sont soulevées. Donc, ils espèrent que nous allons participer à ces séances et contribuer à ces discussions. C'est aussi un moyen utile pour nous de nous mettre à jour pour ce qui est de ce domaine d'activité auquel nous n'avons pas pu faire très attention auparavant. Veuillez donc garder à l'esprit qu'il y aura des séances demain pour les panels de stratégie.

D'autre part, je suis ravi de souhaiter la bienvenue aux deux nouveaux participants. Dans un cas, c'est un retour après une absence

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

prolongée. Nous avons l'honorable ministre des TICs de Grenade ; le ministre Dabreo. Je vous propose de lui souhaiter la bienvenue ; c'est sa première réunion au GAC.

[Applaudissements]

C'est un plaisir également de vous informer que Mme Bernadette Lewis nous a rejoints ; elle est la secrétaire générale de l'Union des Télécommunications des Caraïbes. Ce ne serait pas la première réunion, mais cela fait longtemps qu'elle n'assiste pas à nos réunions. C'est donc un énorme plaisir de l'accueillir encore une fois.

Je voudrais demander à certains de nos collègues assis à la table principale qui ont plus d'un représentant dans leur délégation de faire preuve de souplesse et de céder la place à nos invités. Cette zone centrale est réservée aux membres du GAC. Donc, si quelqu'un s'y est assis et qu'il n'est pas un membre du GAC, veuillez céder vos places à nos nouveaux invités, s'il vous plait.

On me signale que nous avons des sièges disponibles ici. Je demande au secrétariat de collaborer avec les membres qui veulent s'installer. Merci beaucoup.

Nous pouvons maintenant passer à notre prochain débat. C'est un vrai plaisir de vous présenter Larry Strickling. Pour ceux qui ne le connaissent pas, il représente le NTIA ; il appartient au Département de Commerce des États-Unis. Larry va nous faire une courte présentation à la suite de l'annonce faite il y a environ une semaine. Par la suite, nous aurons l'occasion de lui poser quelques questions. Puis je propose que

le GAC mène une discussion sur ces questions. Sans plus tarder, je cède la parole à Larry.

LARRY STRICKLING :

Merci beaucoup, Heather. C'est un plaisir pour moi d'être ici. Nous visitons différentes organisations de soutien et comités consultatifs pour répondre à des questions sur l'annonce que nous avons faite il y a une semaine.

Par la suite, ces groupes vont mener leurs débats pour préparer la séance publique de demain matin lors de l'ouverture de la réunion de l'ICANN. J'espère que beaucoup d'entre vous seront en mesure de participer.

Comme Heather l'a mentionné, et je suis sûr que vous le savez tous, il y a une semaine vendredi, les États-Unis a annoncé son intention transférer les fonctions du contrat IANA. Nous avons demandé à l'ICANN, comme partie contractante chargée des fonctions de l'IANA, de convoquer les parties prenantes au niveau mondial pour élaborer une proposition de transition de notre rôle dans la coordination du système de noms de domaine Internet. Je pense qu'il est clair pour tous ceux qui ont fait partie de ce processus que cela a toujours été prévu depuis la création de l'ICANN. Les documents originaux, les documents de l'étude à la fin des années 90, a clairement indiqué que le rôle du gouvernement des États-Unis était temporaire de sorte que le secteur privé et la communauté prendront finalement charge de ces fonctions, et puissent fonctionner sans la supervision du gouvernement des États-Unis.



Le contrat actuel avec l'ICANN pour les fonctions de l'IANA est en vigueur jusqu'au 30 Septembre 2015. Donc tout restera tel quel jusque la date que je viens de mentionner. Mais la communauté pourra disposer du temps nécessaire pour remplacer, si nécessaire, le rôle que nous avons joué dans les fonctions de l'IANA. Notre rôle a été plutôt administratif. Par exemple, nous recevons la demande pour modifier le fichier de la zone racine de la part de l'ICANN. Nous vérifions l'exactitude, et nous transmettons cela à VeriSign pour la mise en œuvre. Dans l'histoire de la zone racines, les États-Unis n'ont jamais bloqué un changement de la zone racine, malgré les craintes et les préoccupations d'autres gouvernements. Nos registres montrent que notre supervision a contribué à soutenir la croissance rapide et l'innovation de l'Internet au cours de ces nombreuses années.

Mais je crois que le moment est venu pour les États-Unis de prendre cette décision et de céder sa place. Nous sommes guidés en cela par la maturation que nous avons observé de la part de l'ICANN par rapport à l'amélioration de leurs compétences techniques, et à l'attention qu'ils donnent à la responsabilité et la transparence face à la communauté Internet.

Et nous sommes également encouragés par le soutien international du processus multipartite de gouvernance de l'Internet. Nous avons donc demandé à l'ICANN de convoquer la communauté ; et cela démarrera demain même.

Nous avons signalé clairement, et l'ICANN était très accommodant de ce point, que cette discussion n'est pas seulement avec l'ICANN. Elle doit être tenue avec l'ensemble de la communauté technique de l'Internet, y



compris la Société Internet, le Groupe de Travail de Génie Internet, le Conseil d'Architecture Internet, les Registres Internet Régionaux, et d'autres membres de la communauté. Je pense que vous verrez demain tous les groupes représentés à la séance publique du matin ; ils vont jouer un rôle de direction dans le processus qui va progresser.

En proposant cette transition, nous avons indiqué qu'il y a certaines normes nécessaires que la communauté devrait respecter dans l'élaboration d'un plan de transition. Nous avons donc essayé de fournir un cadre aussi large que possible pour les travaux qui seront réalisés.

Franchement, je ne crois pas que l'une des conditions que nous avons exprimées puisse créer des controverses au sein de la communauté. Nous espérons recevoir un plan qui soutiendra et améliorera le modèle multipartite, et qui renforce la sécurité, la stabilité et la résilience du système de noms de domaine. Il doit répondre aux besoins et aux attentes des clients et des partenaires mondiaux des services de l'IANA. Et il doit maintenir l'ouverture de l'Internet.

La réponse que nous avons reçue jusqu'à présent, nous indique qu'il n'y a aucune controverse au sein de cette communauté. Et nous espérons que cela puisse guider les discussions au sein de la communauté. Nous avons dit clairement que nous n'accepterons pas de proposition qui remplace le rôle du NTIA avec une solution intergouvernementale dirigée par des gouvernements.

Cela ne veut pas dire que nous ne voulons pas que les gouvernements jouent un rôle. Les gouvernements sont des acteurs tout comme les entreprises, la société civile et les experts techniques. Et nous souhaitons la bienvenue à la participation des gouvernements dans le

processus qui va être entrepris. J'espère que vous tous participerez aux séances publiques à partir de demain.

Je pense que l'ICANN a prévu d'avoir ces séances publiques demain, et ensuite il y aura toute une série de consultations communautaires au cours des mois prochains pour élaborer un plan. Je n'ai pas vraiment les détails. Ce n'est pas à moi de connaître les détails. Nous avons demandé à la communauté de développer un plan, et nous allons laisser ce travail à la communauté.

Sur la base du modèle multipartite qui fonctionne bien, nous espérons obtenir une proposition solide et crédible dans délai approprié, qui nous permettra de compléter la transition avant l'expiration du contrat IANA en Septembre prochain.

Je vais m'arrêter là et répondre à quelques questions, bien que je sache que Heather veut passer à la discussion.

Permettez-moi de dire une chose. Je tiens à remercier beaucoup d'entre vous et vos gouvernements qui avez des déclarations de soutien pour cette action qui a été adoptée par les États-Unis. Nous avons vu des déclarations très puissantes de soutien provenant de toutes les régions du monde. Et je tiens à remercier tous ceux qui pourraient avoir contribué à cela. Je pense que la continuité de ce débat au niveau international est très importante ainsi qu'au niveau de nos politiques nationales, et que tout le monde voit le soutien et la façon dont cela va rassembler cette communauté en termes de différentes compétences, ainsi que pour les régions géographique du monde pour tisser cette nouvelle période de l'IANA. Donc, Merci.



PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci beaucoup, Larry, de votre participation. Avons-nous des questions ou des commentaires du GAC ? La France, s'il vous plaît.

FRANCE : Merci beaucoup pour cette présentation. Je peux vous assurer à nouveau que le gouvernement français est très en faveur de cette décision et du processus adopté par votre gouvernement. J'ai une question à propos du rôle de VeriSign dans les fonctions IANA. Est-ce que l'annonce signifie que, dans l'avenir, le contrat avec VeriSign sera ouvert à d'autres soumissionnaires possibles à travers le monde ou aux États-Unis ?

LARRY STRICKLING : Merci pour la question, David. Je tiens à vous remercier, à vous et à votre gouvernement pour votre soutien à notre déclaration.

L'objet du débat, c'est le rôle des États-Unis. Donc, nous ne suggérons pas que le rôle que l'ICANN effectue actuellement ou le rôle que joue actuellement VeriSign doivent être réévalués ou ajustés.

Nous avons un accord de coopération avec VeriSign en vertu duquel VeriSign effectue la mise à jour et la maintenance de la zone racine. Évidemment, au moment approprié cela sera modifié. Mais je pense que ce sera une tâche administrative, et ce sera la communauté qui décidera comment ils veulent procéder et aller de l'avant.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la France. J'ai l'Indonésie, l'Italie, la Chine et les Pays-Bas qui demandent la parole. Donc, l'Indonésie.

INDONÉSIE : Merci, Madame la Présidente. Je tiens à remercier le NTIA de son programme ou plutôt de son intention de transférer les fonctions de l'IANA aux multiples parties prenantes. Nous comprenons que l'ICANN doit créer un système de réglementation afin de pouvoir prendre en charge ces fonctions.

Vous avez mentionné dans votre discours, que la NTIA gardera l'Internet ouvert, que les serveurs ne seront pas bloqués, et ainsi de suite.

Je veux juste m'assurer de cela, parce que j'ai vu hier dans les nouvelles télévisée que le gouvernement des États-Unis ordonne MasterCard et Visa de bloquer des transactions financières pour certaines personnes dans d'autres pays. Donc, je veux simplement m'assurer que cela n'arrivera pas dans les activités Internet. Merci.

LARRY STRICKLING : Je ne peux parler que de notre rôle en termes des fonctions de l'IANA. A cet égard, comme je l'ai déjà dit, nous n'avons jamais bloqué les mises à jour du fichier, et nous espérons que cela va continuer ainsi pour les 18 prochains mois.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Indonésie. L'Italie, s'il vous plaît.



ITALIE :

Merci, Madame la Présidente. Je confirme que c'était une décision attendue depuis longtemps.

Mais, comme l'a dit Larry, il a fallu plusieurs années pour arriver à cette déclaration qui, en fait, démarre un projet qui doit être accompli éventuellement avant Septembre de l'année prochaine.

Et il est important de parler de cela comme un processus que nous commençons demain, et qui inclue l'ICANN et la communauté multipartite. Cela est très important parce que beaucoup de commentateurs, même en Italie, ont accueilli chaleureusement cette initiative. Ils veulent savoir quel en sera le résultat. Mais, afin de définir ce résultat, nous devons aller étape par étape, et puis obtenir l'approbation de la communauté multipartite. Donc, cela est très important. Et je pense que vous, le gouvernement des États-Unis, vous devez être proactifs dans ce domaine ; expliquer que vous partez, mais de la même manière que vous êtes très intéressé par la prochaine démarche. Et la prochaine démarche ne sera pas le contrôle multi-gouvernemental des services IANA. Merci.

LARRY STRICKLING :

Stefano, vous faites un excellent point.

En fait, aux États-Unis, à l'interne, cette décision a suscité un certain nombre de critiques de personnes qui ont déclaré que les États-Unis n'ont pas été assez clairs ou précis par rapport à cette situation et au remplacement des fonctions en particulier.

Beaucoup de gens ne comprennent pas le processus multipartite et que ce processus mérite une chance de travailler. La communauté mérite

l'occasion de partager son point de vue à ce sujet. Dans la mesure où nous dictons le résultat, à quoi bon s'accabler avec le processus multipartite ? Je pense que tout le monde doit comprendre ce qui suit. Tout le monde observe, et les détracteurs de ce processus se basent sur le chaos et une partie de la dissension pour impliquer que ce processus ne fonctionne pas.

En même temps, il y a de nombreux pays du monde en développement qui ne sont pas encore nécessairement convaincus que le modèle multipartite est le modèle approprié. Ils vont observer attentivement de très près pour voir si cela fonctionne et leur servir de modèle car ils décideront de leurs participations dans ce débat.

Nous voulons vraiment donner une chance au processus de progresser et ne pas être en aucune façon prescriptifs au-delà des quatre conditions que nous avons établies. Mais il serait important pour la communauté de progresser rapidement et de façon responsable afin d'élaborer un plan qui permettra de répondre aux besoins de toutes les parties prenantes.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci. Ensuite, j'ai la Chine.

CHINE : Merci, Madame. En premier lieu, je tiens à remercier le secrétariat de l'ICANN. Et je veux parler en chinois.

Le gouvernement chinois et la Société Internet de la Chine ont noté que le département du Commerce des États-Unis et la NTIA ont publié une



annonce don l'objectif est de transférer la fonction de gestion à la communauté mondiale multipartite. L'Internet est une ressource au niveau mondial ; il relie les intérêts de tous les gouvernements et de toutes les parties intéressées. Le message et l'approche des États-Unis est très bénéfique pour toutes les parties concernées dans la gestion ou la fonction de gestion de l'Internet et du travail de l'Internet, et nous recevons avec plaisir la manière dont les États-Unis participent.

Le gouvernement chinois et la Société Internet de la Chine ont manifesté leur volonté à travailler avec toutes les parties, tous les pays, pour mener un débat sur les principes de gestion de sites Web Internet et aussi sur la gestion future et le progrès du fonctionnement de l'Internet, et pour participer à l'élaboration du programme de transfert des fonction de gestion du système Internet, ainsi que pour participer à la discussion internationale pertinente.

Merci, Madame la Présidente.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, la Chine. Larry, voulez-vous commenter ou dois-je poursuivre l'ordre des orateurs ? Très bien. J'ai les Pays-Bas, l'Iran, le Japon, le Brésil et la Suisse. Donc, Pays-Bas, allez-y.

PAYS-BAS :

Merci, Madame la Présidente. Je tiens également à accueillir cette étape. Je ne vais pas répéter mes autres collègues. Et aussi, Merci de la supervision des États-Unis. Et je pense que ce qui vient - qui me fait venir à ce point que je veux faire.



Vous avez dit que vous vouliez avoir une proposition avant l'échéance du contrat IANA. Du point de vue des Pays-Bas, nous attachons une très grande importance à la stabilité et la continuité qui sont essentiellement ce que vous avez démontré avec votre rôle de supervision pour que le système reste intact.

Mais je suis un peu préoccupé par le délai, si vous établissez un délai et qu'il n'y a pas encore une sorte de procédure de vérification. Je dirais qu'étant donné le temps durant lequel vous avez déjà effectué cette fonction, le plus importante est qu'il devrait y avoir un bon remplacement, c'est-à-dire une bonne organisation qui va prendre le relais. Si ce n'est pas le cas, le plus important pour nous est d'avoir une bonne procédure en place. Les Pays-Bas considèrent que cela est très important.

Nous avons maintenant une sorte de séparation des fonctions de contrôle, qui est la supervision technique, fondamentalement, de la supervision administrative, qui est exécutée dans une autre organisation.

Si des plans seront mis en place pour qu'une seule organisation soit chargée de cela, l'ICANN par exemple, nous aurons à faire face à la complexité de certaines questions ; il faudra des contrôles et des vérifications parce que vous avez la politique, et vous avez la mise en œuvre de politique, et de supervision.

Donc, je pense que, pour nous, ce sont les questions principales à aborder. Merci.



LARRY STRICKLING :

Thomas, j'ai deux points à faire à ce sujet.

Tout d'abord, le contrat finit le 30 Septembre 2015, mais deux périodes optionnelles de deux ans sont intégrées dans le contrat. Donc, je pense qu'il est bon pour la communauté d'avoir date limite à viser, mais il n'y a pas de falaise ici ; si nous arrivons au 30 Septembre et que la communauté n'est pas prête, nous pouvons continuer les affaires comme d'habitude en exerçant l'une des options.

Nous croyons donc que le maintien de la sécurité et de la stabilité de l'Internet est absolument primordial dans tout cela. Nous ne voulons pas compromettre l'internet ou imposer des délais artificiels à cette communauté pour agir sauf de manière entièrement pensé et testé .

Sur votre deuxième point sur les aspects se rapportant à l'élaboration de politiques et les aspects opérationnels réels de cela, vous vous rappelez que quand nous avons demandé des apports sur le dernier contrat, la communauté a dit clairement que c'était une des ses préoccupations. Le contrat que nous avons négocié avec l'ICANN il y a deux ans exige de maintenir l'élaboration des politiques séparée de l'opération de l'IANA.

Donc, ce principe a été mis en place. La communauté voudra continuer à parler de la question pour savoir si le degré de séparation établi dans notre contrat est à la hauteur ou doit être revu. C'est très bien. La communauté doit analyser cette question. Mais je voulais que les gens sachent que le point de départ est qu'il doit y avoir une séparation entre ces deux choses là, comme dans le contrat actuel.



PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci. J'ai maintenant l'Iran, le Japon, le Brésil, la Suisse, la Commission de l'Union africaine, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et la Turquie.

L'Iran, vous avez la parole.

IRAN : Merci, Madame la Présidente. Tout d'abord, je voudrais dire que la décision sage et historique des États-Unis est très appréciée partout, même dans les pays qui ne vous ont pas envoyé de manière formelle leur soutien.

C'est un soutien implicite, car l'Internet est aujourd'hui un outil d'inclusion qui nous comprend tous. C'est une décision que tout le monde a attendu. Peut-être que vous pris la décision au moment où la communauté était le plus disposée à accepter cette responsabilité.

Maintenant, j'ai quelques petites questions. Quel a été l'élément temporel qui vous a poussé à choisir ce moment particulier pour faire cette annonce ? Avant la réunion de Sao Paulo.

Dans plusieurs des 187 contributions faites dans la réunion de Sao Paulo, y compris la nôtre, la contribution 122, justement se rapporte à ce point. Et nous avons discuté de cette question sur plusieurs pages.

Pourquoi avez-vous fait cette annonce maintenant, et n'avez pas attendu la réunion de Sao Paulo et la réunion de Londres ?

Veuillez répondre si vous voulez, mais j'ai d'autres questions à poser aussi. Je laisse les autres questions à plus tard ?

Est-ce que cela a été décidé avant Sao Paulo comme un fait accompli ? Merci.

LARRY STRICKLING :

Non, pas du tout. Mais nous avons estimé qu'il était important de le faire à un moment où cette communauté basée sur les fonctions de l'IANA, aurait la possibilité d'avoir une discussion complète, ouverte et publique à ce sujet. Nous avons donc pensé qu'il fallait le faire juste avant la réunion de Singapour.

Nous sommes tous impatients d'arriver à Sao Paulo. En qu'États-Unis, nous remercions le gouvernement brésilien. Et je tiens à remercier leurs représentants pour l'organisation d'un débat sur le processus multipartite mondial qui couvre des questions bien au-delà des fonctions de l'ICANN et de l'IANA .

Nous avons des thèmes très importants à discuter au Brésil, et nous sommes très heureux d'avoir l'occasion d'assister à cette réunion, parce que je crois qu'en premier lieu, il faut voir comment faire participer les pays en développement dans cet écosystème ? Comment pouvons-nous comprendre les besoins de ces pays ?

Comment définir des moyens pour que ces pays puissent résoudre les problèmes qu'ils ont par rapport à la durabilité de l'investissement, du développement, et de thèmes qui peuvent nous paraître banales. Nous savons que ce sont des questions importantes dans le monde en développement. J'espère que nous serons en mesure durant ces deux jours au Brésil d'avoir une discussion profonde et réfléchie sur la participation des pays en développement. C'est de cela que nous avons



besoin de parler dans le cadre de la gouvernance de l'Internet, au Brésil. Nous n'avons pas besoin de voir comment remplacer les États-Unis dans son exercice de la fonction IANA.

Donc, je pense que nous devrions tous être reconnaissants que ce thème ne soit plus sur la table de discussion et ne perturbera pas la discussion de thèmes beaucoup plus importants que nous aurons à aborder au Brésil.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci beaucoup. Avez-vous une question de suivi, l'Iran ?

IRAN : Oui, Madame, j'ai d'autres questions. Malheureusement, jusqu'à présent, il y a trois termes qui sont mélangés ensemble : l'approche multipartite, le processus multilatéral, et le modèle multipartite.

Dans nos contributions, commentaires et débats, il y a un accord général par rapport à l'approche multipartite. Mais le modèle, il peut y avoir plusieurs. Un modèle est ce que fait l'ICANN en ce moment. Il pourrait y en avoir d'autres.

Si vous voulez avoir une feuille de route définie, nous devrions aborder ces thèmes. Si nous abordons les questions de responsabilité, qui est responsable à l'égard de qui, devant quelle entité l'ICANN, ou quiconque va gérer l'Internet à l'avenir, devra être responsables ; cela ne peut être atteint avec le modèle existant.

Nous devons donc être très prudents lorsque nous parlons de ce modèle d'approche et de processus.

Mais vous avez mentionné que dans les 18 mois prochains, la communauté dans tous ses modèles doit être prête à accepter cela, mais vous mettez ces deux années supplémentaires de supervision de la part du gouvernement des États-Unis au cas où ces parties prenantes n'arrivent pas à adopter cette approche. Donc, cette question du modèle, approche, ou processus et ce qu'il devrait faire, c'est une question importante. Mais dans toutes ces choses, la fonction du DNS et des serveurs racines, le potentiel des serveurs racines, la protection des serveurs racines, et tous ces éléments sont des questions très importantes et sont sous-jacentes dans le principe que nous discutons ou que nous nous mettions d'accord à Sao Paulo.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Iran. Ensuite, le Japon.

JAPON : Merci, Madame la Présidente. Tout d'abord, Merci beaucoup pour votre explication sur l'annonce de la NTIA. Nous, au Japon, saluons également cette annonce qui est l'une des actions concrètes pour l'approche multilatérale dans les questions fondamentales de l'Internet.

D'autre part, nous pensons que nous devrions trouver la fonction et le mécanisme viable liés à la transparence et à la responsabilité. Cette considération est l'une des questions les plus importantes pour le fonctionnement de la stabilité de l'Internet.

Donc il ne s'agit pas d'une question. Nous sommes très intéressés par ces discussions, et nous aimerions participer à la discussion et coopérer avec le GAC de manière proactive.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, le Japon. Le Brésil, s'il vous plaît.

BRÉSIL : Merci, Larry. Bien évidemment, le Brésil remercie l'annonce de la NTIA. Nous estimons que c'était fait en temps voulu, et nous l'appuyons.

Tenant compte de la réunion de Sao Paulo, nous pensons que l'annonce est un résultat de la réunion de Sao Paulo qui est venu avant la réunion. C'est donc le début d'un processus.

Et vous savez que la réunion de Sao Paulo va être une très grande réunion. Ce sera une réunion de haut niveau.

Et nous estimons que ce sera inévitable de débattre de ce thème entre autres nombreux thèmes à Sao Paulo. Nous nous réjouissons de poursuivre cette discussion à Sao Paulo. Comme vous l'avez dit, on parlera non seulement de cette transition que nous sommes sur le point de commencer, mais d'autres points qui feront l'objet de débats à Sao Paulo.

Mais étant donné le haut niveau des délégations que nous aurons et la date de la réunion à Sao Paulo, nous estimons que cette question sera

certainement discutée. Et nous avons l'intention de contribuer à ce débat.

Merci.

LARRY STRICKLING :

pour ce qui est de votre premier point, dans certains des commentaires publics que j'ai fait depuis l'annonce, plus tôt aujourd'hui, j'ai mentionné que l'un des facteurs pour continuer à aller de l'avant concernait l'acceptation croissante du processus multipartite. Et j'ai mentionné spécifiquement le leadership du Brésil qui accueille la réunion de ce haut niveau en Avril comme preuve.

Donc, je pense que dans un certain sens, vous devriez ressentir le mérite que cela vous donne.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci. Ensuite, il y a Suisse, la Commission de l'Union africaine, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Turquie, la Commission Européenne, puis l'Allemagne. Et puis nous avons l'Afrique du Sud, le Liban et le Canada. Et puis nous allons essayer de clore cette liste.

Merci.

SUISSE :

Merci, et bonjour à tous. Nous remercions l'annonce faite par le gouvernement des États-Unis, et nous pensons que c'est un geste symbolique qui constitue un signe de confiance dans un modèle multipartite, un signe de confiance que le modèle de partage des

responsabilités a fonctionné correctement et continuera à fonctionner dans ce domaine.

Nous sommes d'accord avec ceux qui disent que cela doit être fait avec de manière prudente en termes de maintien de la stabilité et de l'Internet. Mais nous voyons cela comme une occasion pour le modèle multipartite de prouver à la communauté que ce modèle fonctionne aussi dans ce domaine, notant qu'il y aura des mécanismes d'ouverture, de transparence, de responsabilité, de contrôle préalable ou due diligence, qui décidera de la réussite d'un modèle futur. Nous voulions signaler notre engagement en tant que pays avec une longue expérience de cultures différentes qui partagent un même territoire de manière participative avec une culture de compréhension, de processus ascendants, de contrôles et de contrepoids. Nous sommes ravis de coopérer avec le reste de la communauté sur le développement d'un tel modèle.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la Suisse. La Commission de l'Union africaine.

UNION AFRICAINE : Merci, Madame la Présidente. Merci Larry pour cette présentation.

La Commission de l'Union africaine, par l'intermédiaire de notre délégué Dr Ibrahim, remercie cette annonce historique faite par les États-Unis, qui est susceptible de changer le cours de l'ICANN et de la gouvernance de l'Internet en général. Nous croyons que c'est un grand pas vers une



nouvelle gouvernance de l'écosystème Internet où toutes les parties prenantes s'engageront en tant que partenaires.

Nous sommes vraiment impatients de contribuer et de participer au processus de remplacement de la supervision des États-Unis avec des mécanismes multipartites. Nous sommes également impatients de participer à la production de ce que nous pouvons considérer comme un nouveau modèle de gouvernance de l'Internet et une feuille de route pour donner de l'espoir pour un nouvel écosystème de gouvernance Internet fondé sur des principes communs.

Nous nous réjouissons de trouver des moyens pour nous assurer que notre région et les pays en développement soient en mesure de participer et de contribuer aux différentes consultations et débats publics au sujet de cette transition importante.

Donc, nous vous remercions beaucoup.

LARRY STRICKLING : Merci, Alice. Je tiens remercier Makdar et Edmund pour le soutien à la déclaration qui a été publiée la semaine dernière.

PRÉSIDENTE DRYDEN : D'accord. Ensuite, l'Inde.

INDE : Merci, Madame la Présidente. Merci Larry pour la déclaration.

Le gouvernement de l'Inde prend note de l'annonce des États-Unis et de la NTIA et de l'intention de transférer son rôle dans la coordination du

DNS de l'Internet comme la première étape dans la bonne direction pour tenter de réformer l'un des aspects de la gouvernance de l'Internet.

Dans le cadre de la continuité de l'engagement de l'Inde à maintenir un Internet ouvert et stable, et comme un acteur clé dans l'espace mondial de l'Internet, l'Inde s'engage de manière constructive et active avec d'autres parties prenantes importantes pour élaborer une proposition de transition représentative, démocratique et transparente.

L'annonce reconnaît l'opinion largement répandue que cet aspect de la gouvernance de l'Internet, comme d'autres, doit être rendue représentative, démocratique et inclusive, et que les institutions chargées de gérer et de réglementer l'Internet doivent être internationalisées. Nous croyons que la proposition de transition devrait avoir un pouvoir législatif international approprié afin d'être légitime, crédible et acceptée par la communauté internationale.

Les efforts visant à encadrer une proposition de transition sont un pas initial vers un aspect de la gouvernance de l'Internet. L'Inde participera activement à ce processus, mais nous ne voyons qu'il faut qu'il y ait des débats et des considérations qui aient lieu ailleurs dans des forums multilatéraux et des mécanismes internationaux sur la gestion des ressources Internet clés aussi bien que toute une gamme de politiques publiques internationales pour le cyberspace.

Avec d'autres parties prenantes, nous travaillerons à élaborer un plan de transition. Et l'ICANN doit garantir que le processus soit représentatif et démocratique. Il devrait y avoir la pleine participation de toutes les parties prenantes dans le processus, conformément à l'Agenda de Tunis.

Merci beaucoup encore, Présidente.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Inde. J'ai la Nouvelle-Zélande.

NOUVELLE-ZELANDE : Merci, Madame la Présidente. J'ai demandé la parole immédiatement après les commentaires des Pays-Bas, parce que je voulais soutenir les sentiments qui ont été exprimés dans ce commentaire. La préoccupation de la Nouvelle-Zélande par rapport à la gouvernance de l'Internet concerne la résistance, la stabilité, la fiabilité de l'Internet qui devrait être maintenue au même niveau que dans le passé. En tant que petit pays isolé dans le Pacifique du Sud, nous sommes totalement dépendants d'un Internet stable et résilient.

Tout en vous félicitant de cette annonce, nous voulons vous demander d'être prudents. Nos collègues de l'Iran et de l'Inde ont indiqué, de leurs propres façons, certaines des complexités que la communauté affronte avec cette proposition, et que je suis absolument certain que vous connaissez, Larry.

Je voudrais vous remercier de cette annonce, et reconnaître la fonction et le rôle joués par le gouvernement des États-Unis au cours des années. Enfin, je voudrais simplement dire que la Nouvelle-Zélande participera pleinement au processus, et j'ai hâte d'en faire partie.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la Nouvelle-Zélande. La Turquie.

TURQUIE : Merci, Madame la Présidente. Je tiens à exprimer mes sentiments à ce sujet. Je pense que c'est un moment très historique pour nous tous. La décision de la NTIA est une nouvelle que nous accueillons avec plaisir, et c'est une décision très importante. Elle montre que le modèle multipartite et la communauté ont suffisamment mûri pour mener à bien ce nouveau processus. Il y aura beaucoup de travail et de responsabilités pour l'ICANN et le GAC pour achever la réalisation de cette mission.

Encore une fois, nous félicitons la NTIA et l'ICANN, y compris le GAC. Je vous souhaite le succès. Nous essaierons de contribuer de notre mieux.

Je voudrais ajouter que cette initiative donne une importance accrue à nos responsabilités et notre travail au sein du GAC.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la Turquie. La Commission Européenne.

COMMISSION EUROPÉENNE : Je serai très bref parce que tout le monde a applaudi cette décision. Bien sûr, la Commission Européenne accueille cette décision avec plaisir. Je pense que c'est une décision venue en temps opportun. C'est le bon moment de faire ce pas et de renforcer la

confiance dans l'approche multipartite parmi les nations qui sont représentées ici.

Pour nous, il est clair que c'est le moment de prendre cette décision. Il s'agit d'une tâche importante que de remplacer votre rôle avec quelque chose qui soit responsable et soit un bon mécanisme de responsabilité qui puisse effectivement reprendre après vous.

Merci beaucoup, encore une fois. Neelie Kroes a été l'un des premiers à vous féliciter, et je voudrais aussi transmettre ce message de sa part. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, la Commission européenne. J'ai Allemagne, puis l'Afrique du Sud, le Liban, le Canada, l'Égypte, le Danemark, la Norvège et la Grèce. Alors, l'Allemagne s'il vous plaît.

ALLEMAGNE :

Merci, Madame la Présidente, et nous vous remercions de cette réunion très intéressante pour nous. Et je pense que cet échange de points de vue sur la question importante de l'IANA, sur l'avenir des fonctions IANA, est très intéressant et important pour nous.

L'Allemagne accueille avec plaisir l'annonce du gouvernement des États-Unis qui a été formulée il y a un peu plus d'une semaine. Ces principes sont en accord avec notre compréhension de l'avenir des fonctions de l'IANA. Néanmoins, comme d'autres collègues, nous voyons que c'est un objectif ambitieux, et nous nous réjouissons de participer activement à

la discussion pour déterminer une solution et parvenir à des résultats où la communauté multipartite et les gouvernements pourront participer.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Allemagne. Ensuite, l'Afrique du Sud.

AFRIQUE DU SUD : Merci, Madame la Présidente. Merci pour la présentation. Le gouvernement sud-africain prend note de l'annonce faite par la NTIA. Comme vous l'avez dit, ce n'est pas très clair ce que cela signifie.

Ce sont les conditions attachées qui nous préoccupent, en particulier l'insistance sur l'aspect multisectoriel de cette transition. Surtout si on tient compte du fait que je viens d'un pays en développement, où il est clair qui est le gouvernement. Et il est clair, dans une certaine mesure, qui est l'entreprise. Mais nous sommes aux prises avec l'aspect de la société civile de ce modèle. Comme vous le savez sans doute, la plupart des organisations de la société civile dans les pays en développement ont leur siège social à l'ouest. L'argument est de savoir qui ces organisations représentent et quel intérêt elles protègent ?

Nous croyons que, dans l'avenir, il sera important de préciser comment la société civile est identifiée. Nous ne sommes pas contre l'approche du modèle multipartite. Nous cherchons simplement de la clarté.

Cette déclaration faite a été publiée non pas comme une décision définitive. Il y a un processus qui est impliqué. Ce que nous aimerions savoir quels seraient les facteurs rédhitoires à l'exclusion ce qui est

mentionné, qu'il ne devrait pas y avoir une organisation gouvernementale ou un gouvernement qui prenne en charge ces fonctions. Nous voulons juste savoir. La question de la responsabilité est également très importante pour nous.

En tenant compte de l'impact que l'Internet a sur nos nations ou sur la sécurité nationale, sur notre vie sociale, sur les entreprises, qui sera finalement responsable d'être tenus pour responsables si quelque chose va mal. Et, comme l'Afrique du Sud, nous allons continuer à nous engager à veiller à ce que l'administration et la gestion de l'Internet soient transparentes, inclusives, et responsables. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Afrique du Sud. Nous avons Liban.

LIBAN : Merci, Madame la Présidente.

C'est un moment vraiment historique pour la gouvernance de l'Internet. C'est avec grand plaisir que nous recevons l'annonce de la NTIA et du Département du Commerce qu'ils ont l'intention de transférer et de globaliser les fonctions de l'IANA et d'aller vers un véritable modèle multisectoriel. Ce modèle doit être mondial, transparent, et libre du contrôle de tout gouvernement ou entreprise commerciale. Nous apprécions cela et avons l'intention de participer pleinement dans le processus de consultation. Ce processus doit être ouvert, transparent, participatif, et représentatif. Le processus devrait aboutir à la définition de et la transition vers un modèle entièrement convivial où les différents peuples et les nations du monde gouvernent



l'Internet sur un pied d'égalité. Nous reconnaissons le succès de l'ICANN dans la gestion et la supervision du système des noms de domaine et en vue de préserver un Internet stable, sécurisé, résilient, et ouvert à toutes les parties prenantes sur un pied d'égalité, nous demandons instamment à tous dans le monde entier de participer pleinement dans le processus de consultation afin de le rendre plus représentatif.

Nous appelons le coordonnateur du processus de consultation à s'assurer que toutes les parties prenantes, les gouvernements, le secteur privé, la société civile, le milieu universitaire, la communauté technique et les autres parties intéressées des différentes régions du monde participent pleinement. Il faut que leurs points de vue soient respectés dans le cadre du processus de consultation. Nous demandons un processus transparent qui permette la participation de tous et soit ouvert à tous. En outre, nous soulignons que le processus de consultation prévu par l'ICANN doit prendre en compte les besoins particuliers des pays en développement et les pays les moins développés, notamment dans la conception du modèle et du format de processus de consultation appropriés pour le processus de consultation. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, le Liban. Le Canada, vous avez la parole.

CANADA :

Merci. Je voudrais me joindre à mes collègues pour accueillir avec plaisir l'annonce faite par la NTIA quant à la transition des fonctions techniques de l'IANA à la communauté Internet. Nous soutenons les



principes directeurs énoncés par la NTIA. Nous estimons que l'ICANN est bien placée pour faciliter un dialogue ascendant et inclusif qui réunit la communauté, et des processus de prise de décisions fondées sur le consensus. Et nous nous réjouissons de voir les résultats de ce dialogue au cours des prochains mois. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, le Canada. L'Égypte.

EGYPTE : Merci beaucoup. Je tiens également à souligner le soutien de l'Égypte dans le registre pour cette étape très appréciée et qui arrive en temps opportun. En particulier, je tiens à réitérer le soutien de l'Égypte des quatre principes directeurs ; ne pas remplacer la NTIA avec une organisation dirigée par un gouvernement ou une organisation intergouvernementale ; la convocation d'un processus multipartite pour l'élaboration du plan de transition auquel l'Égypte participe de manière active et constructive. Enfin, je voudrais demander comment la solution finale sera évaluée par rapport au respect des quatre principes directeurs essentiels mentionnés dans l'annonce de la NTIA. Merci.

LARRY STRICKLING : Je suis convaincu que la communauté élaborera un plan de consensus sur la base de ces quatre principes, qui n'aura aucun problème à être adopté par nous.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, l'Égypte.



Puisque nous manquons de temps, Tracy qui va diriger la prochaine séance a gentiment accepté de nous donner la permission de continuer. Elle a diffusé des informations sur les efforts du Groupe de Travail Intercommunautaire dont la séance aura lieu demain à 13h30 de l'après-midi, afin que nous recevions quand même notre mise à jour sur cette question. Merci, Trinité-et-Tobago, pour nous céder ce temps supplémentaire.

Donc, je vais essayer de clore la liste des orateurs. J'ai maintenant le Danemark, la Norvège, la Grèce, la Belgique et le Mali. Le Danemark, s'il vous plaît.

DANEMARK :

Merci beaucoup. Le Danemark accueille avec plaisir de cette annonce en temps opportun de la NTIA de mondialiser davantage les fonctions de l'IANA e de les transférer à la communauté mondiale. Nous croyons en un Internet libre et ouvert basé sur le modèle multipartite. Il est très important d'assurer la sécurité et la stabilité des opérations, ainsi qu'un mécanisme de gouvernance inclusif, responsable et transparent. Le Danemark veut participer à ce processus avec la communauté Internet. Merci beaucoup.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, le Danemark. La Norvège, s'il vous plaît.

NORVÈGE :

Merci, Madame la Présidente. Merci à Larry Strickling de cette présentation. La Norvège souhaite également exprimer son soutien à



l'annonce du gouvernement des États-Unis pour la poursuite de la mondialisation des fonctions IANA. Nous nous réjouissons de contribuer à ce processus, tout en reconnaissant la considération qui doit être donnée à la sécurité et la stabilité du DNS. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la Norvège. La Grèce.

GRÈCE :

Merci, Madame la Présidente. La Grèce souhaite également donner la bienvenue à l'annonce en temps opportun effectuée par le gouvernement des États-Unis par rapport à la transition des fonctions clés dans le système des noms de domaine à la communauté mondiale multipartite. La Grèce soutient les principes mentionnés, notamment le principe de la préservation d'un réseau unique ouvert, pas un réseau fragmenté ; que le maintien et le renforcement de la sécurité et de la stabilité et de la résilience de l'Internet mondial continuent à être une condition préalable à toute proposition de modification du modèle de gouvernance actuel de l'Internet ; le respect de la participation au modèle multipartite de gouvernance de l'Internet compatible avec un Internet libre et ouvert ; la promotion de la crédibilité et de la transparence dans l'ensemble du processus, afin de faciliter la poursuite de la mondialisation de l'ICANN et garantir que toute modification apportée à l'exécution de cette fonction IANA ne compromettent pas la sécurité et la stabilité du DNS. Finalement, la Grèce se réjouit de contribuer à ce processus, comme toujours. Merci beaucoup pour cela.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la Grèce. Nous avons maintenant la Belgique.

BELGIQUE :

Merci beaucoup, Madame la Présidente. La Belgique reçoit aussi avec plaisir l'annonce du gouvernement des États-Unis par rapport aux fonctions IANA. Vous faites ce qui est correct au moment où il le faut, pour renforcer la confiance mondiale dans un modèle multipartite de gouvernance de l'Internet. Nous sommes d'accord avec le gouvernement des États-Unis sur la nécessité de préserver la sécurité et la stabilité du système DNS et de l'Internet.

En outre, nous pensons qu'il est essentiel de renforcer le modèle multipartite pour la gouvernance de l'Internet. Par conséquent, le processus dirigé par l'ICANN devra être lancé de façon véritablement inclusive et s'adapter à toutes les propositions légitimes. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la Belgique. Ensuite, le Mali.

MALI :

Merci, Madame la Présidente. Je vais parler en français.

Le Mali remercie le gouvernement des États-Unis pour le rôle joué dans la gouvernance de l'Internet jusqu'à ce jour. Le Mali apprécie cette décision salutaire. Cette annonce est arrivée à un moment appropriée où la gestion du DNS est devenue une question très importante. Mais, vu le rôle actuel que joue le GAC, nous souhaitons avoir les motivations de cette décision, y a-t-il une stratégie de mise en œuvre ? Si oui,

comment cette stratégie va-t-elle être mise en œuvre ? Cette transition annoncé, dans combien de temps va-t-elle se faire ? Je vous remercie.

LARRY STRICKLING : Demain matin, à 10:30, lorsque l'ICANN réunit la communauté pour commencer à débattre de la façon de procéder à la transition.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci. La Jamaïque.

JAMAÏQUE : Merci, Madame la Présidente. Je voudrais profiter de l'occasion pour signaler le soutien de la Jamaïque pour cette décision très importante. Toutefois, je me demande pourquoi cela n'a pas été fait avant ? Je pense que c'est une très, très bonne initiative à laquelle tout le monde donne son soutien. Je voudrais aussi demander si les principaux acteurs de l'industrie tels que Cisco, Microsoft, Google, AT & T, et les autres auront une influence dans cette décision en particulier ? Merci.

LARRY STRICKLING : La plupart de ces sociétés que vous avez mentionnées ont publié des déclarations de soutien à la décision ; mais la décision était la nôtre.

PRÉSIDENTE DRYDEN : Merci, la Jamaïque. Ensuite, la Suède.

SUÈDE :

Merci, Madame la Présidente. Et merci Larry pour cette présentation. La Suède s'unit à ses collègues pour donner son soutien à cette initiative si opportune et réfléchi. C'est un signe de confiance dans le modèle multipartite. La Suède souhaite également débattre les questions importantes qui ont été soulevées par nos collègues du GAC.

Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci, la Suède. Je pense que nous avons une dernière demande de parole du représentant de Taiwan.

TAIWAN :

Merci, Madame la Présidente. Fondamentalement, le Taiwan soutient toute approche qui encourage la promotion de l'ouverture du développement d'Internet.

Donc, tant que la transition se passe de la bonne manière, nous soutenons totalement cette mesure, peu importe quels seront les difficultés. Merci.

PRÉSIDENTE DRYDEN :

Merci. Très bien.

Cette séance a été très productive. Et je tiens à vous remercier beaucoup, Larry, d'être venu nous parler de cette annonce. Et je voudrais remercier mes collègues d'avoir participé à cette discussion avec Larry aujourd'hui. Ceci dit, nous pouvons laisser Larry partir ce matin. Le plus simple pour le GAC serait de faire maintenant la pause



déjeuner. Donc je vous demande de revenir dans la salle à 14h00. Peter Nettlefold d'Australie présidera la séance de 14 :00, puisque moi-même et nos deux autres vice-présidents allons participer à une mise à jour sur le mécanisme de protection des OIGs.

Donc, nous allons nous réunir avec les responsables de la NGPC et des OIGs pour recevoir une mise à jour sur les progrès réalisés. Mais vous serez en de bonnes mains avec mon collègue de l'Australie.

Bon appétit à tous. Merci.

[PAUSE DEJEUNER]

